

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCT REUNI LE 06 OCTOBRE 2021

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a tenu sa réunion périodique le mercredi 06 octobre 2021 et a débattu des différents points inscrits à son ordre du jour. Au début de ses travaux, il a passé en revue les développements récents de la conjoncture sur les plans économique, monétaire et financier, notamment les données relatives à l'activité économique. En effet, le PIB a affiché au cours du deuxième trimestre 2021 une hausse de 16,2% par rapport à la même période de l'année écoulée et une baisse de 2% comparativement au trimestre précédent, en raison surtout de l'effet de base induit par la contraction de l'activité économique durant la même période de l'année précédente. Ces résultats soulignent aussi le redressement relatif de certains secteurs, notamment les industries manufacturières exportatrices, en relation avec la poursuite de l'amélioration de la demande émanant de la Zone Euro, outre la reprise significative de la production des hydrocarbures due à la contribution des champs « Nawara » et « Halk El Menzel » et le rétablissement progressif du secteur du phosphate. En revanche, certains secteurs continuent de subir les effets de la crise sanitaire du COVID-19, en particulier celui des services.

En ce qui concerne l'évolution des prix, le Conseil a noté la stabilisation du taux d'inflation en septembre 2021 aux environs de 6,2%, en glissement annuel, pour le deuxième mois consécutif, contre 5,4% au cours du même mois de l'année précédente. Les principaux indicateurs de l'inflation sous-jacente se sont, également, inscrits en légère hausse pour atteindre +6% contre +5,9% le mois précédent pour « l'inflation hors produits alimentaires et énergie » et +5,4% contre +5,3% pour « l'inflation hors produits encadrés et frais ».

S'agissant des évolutions récentes du secteur extérieur, le Conseil a souligné la régression du déficit courant au cours des huit premiers mois de 2021 pour revenir à 3,5% du PIB contre 4,8% une année auparavant. Ce résultat est imputable principalement à la poursuite de la consolidation des revenus du travail (+42,8%) avec une amélioration relative des recettes touristiques (+5,2%), alors que le déficit commercial (FOB-CAF) s'est élargi de 13,7% en relation avec l'évolution des importations. Quant aux flux nets des capitaux extérieurs, ils ont enregistré une forte baisse due à la régression du volume des ressources extérieures mobilisées, s'ajoutant à la hausse des dépenses au titre du remboursement du principal de la dette. Compte tenu de ces évolutions, les

avoirs nets en devises sont revenus à 20.962 MDT ou 127 jours d'importation à fin septembre 2021 contre 23.099 MDT et 162 jours d'importation au terme de l'année 2020.

Dans ce contexte, le Conseil a exprimé sa préoccupation concernant le tarissement aigu des ressources financières extérieures, face aux besoins importants pour boucler le Budget de l'Etat pour l'année 2021, traduisant les craintes des bailleurs de fonds internationaux au vu de la détérioration de la notation souveraine de la Tunisie et l'absence d'un nouveau programme avec le FMI, ce qui nécessitera l'intensification de la coopération financière bilatérale d'ici la fin de l'année afin de mobiliser autant de ressources extérieures que possible et d'éviter le financement monétaire eu égard à ses répercussions aussi bien sur le niveau de l'inflation que sur les réserves en devises et la gestion du taux de change du dinar, outre son impact négatif sur les relations de la Tunisie avec les bailleurs de fonds et les agences de notations souveraines.

D'autre part, le Conseil a souligné que la dégradation des finances publiques, pâtissant de leur situation vulnérable, ainsi que la hausse des cours internationaux du pétrole, sont de nature à compromettre la soutenabilité de la dette publique, outre les effets négatifs de l'accroissement de l'endettement du secteur public auprès du système bancaire sur sa capacité à financer les opérateurs économiques. Et d'ajouter que la persistance de cette situation engendrera des répercussions fortement négatives sur les équilibres extérieurs et sur le marché des changes.

Après discussions et délibérations sur les points susmentionnés, le Conseil a réitéré ses profondes préoccupations face à la situation financière actuelle critique, soulignant la nécessité d'accélérer la transmission des signaux clairs aux investisseurs locaux et étrangers quant au rétablissement du rythme de l'activité économique et des équilibres globaux et financiers, la consolidation de la gouvernance du secteur public, l'amélioration du climat des affaires et l'intensification des efforts d'investissement. A cet égard, le Conseil a affirmé que la Banque Centrale, continuera à jouer pleinement son rôle en matière de soutien à l'économie et à suivre de près l'évolution des indicateurs économiques, monétaires et financiers. A la fin de ses travaux, le Conseil a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie.